



# La Commune



## Lutte de classes ou «modernité»

Editorial

---

Comment se présente cette rentrée ?

Le P.S. joue " règlements de comptes à OK - Corral ", les uns crachant dans la soupe(Lienemann), les autres lorgnant sur le fauteuil encore chaud de Jospin. Le PCF n'en finit plus d'agoniser et de voir ses factions s'entre- déchirer.

Les Verts ne sont pas en meilleur état et le Pôle républicain de Chevènement loue des salles de plus en plus petites pour ses réunions.

Une partie de l'extrême - gauche n'est pas plus vaillante, surtout la LCR qui tente de faire oublier son appel à voter Chirac. La mode de la démission, lancée par Jospin, est très " tendance " en ce moment : c'est au tour de Voynet d'annoncer son départ et chez les Verts de droite, c'est Brice Lalonde qui jette l'éponge. A qui le tour ?

Il faut dire que P.S., PCF, Verts et consorts n'ont pas fini de payer le prix de leur défaite électorale, une défaite dont eux seuls portent l'entière responsabilité, après des années de capitulation devant l'économie de marché et de gestion des intérêts patronaux. Tout cela n'est que justice. Et ces mêmes partis qui ont, contre leur base électorale, fait passer les pires réformes de l'Europe de Maastricht, et ont ensuite plébiscité Chirac sous le fallacieux prétexte de faire barrage à Le Pen, que peuvent - ils dire aujourd'hui aux salariés ? Rien.

La question de l'heure est donc bien plus jamais la nécessité d'un nouveau parti ouvrier conforme aux aspirations des travailleurs. Il faudra bien, sur cette question cruciale, trouver une issue.

Est - ce pour autant que les salariés, les chômeurs, les jeunes, les mères de famille et retraités doivent attendre la solution à ce problème pour se défendre contre les attaques du gouvernement Chirac - Raffarin ?

Certainement pas.

De quoi disposent - ils en attendant ?

De leurs organisations élémentaires de défense, à savoir leurs organisations syndicales, singulièrement de la CGT , de la CGT - FO et de la FSU.

Et, pour gagner sur les revendications, les travailleurs ont besoin de clarté. Ils ne veulent pas de double langage ou de formules ambiguës qui ne servent qu'à l'ennemi, c'est-à-dire au MEDEF et à Chirac-Raffarin.

Ainsi, peut - on, au moment où ce gouvernement, sur les brisées du précédent gouvernement " de gauche ", s'apprête à s'attaquer au système de retraites par répartition déclarer comme le fait Le Digou du Bureau confédéral de la CGT que ce sujet n'est plus " tabou "et qu'il est pour une " certaine forme d'épargne salariale " ?

De même, peut-on remettre en cause le syndicalisme basé sur la lutte de classes comme le fait Bernard Thibaut lorsqu'il déclare, à l'appui de son rapprochement avec la CFDT adepte du " syndicalisme d'accompagnement " :

Qu'il soit contestataire ou d'accompagnement, au - delà des étiquettes dont chacun se réclame ou se voit affublé, le syndicalisme actuel vit et se reproduit sur des conceptions liées aux systèmes de relations d'une période qui s'achève. Ces systèmes ont pu assurer la défense des travailleurs. Ils sont aujourd'hui insuffisants et profondément en cause ."

Dans le même temps, Thibaut multiplie les déclarations pour le moins ambiguës sur la privatisations d'EDF - GDF dont l'objectif a été lancé par Chirac - Jospin au sommet de Barcelone et qui est dans les dossiers de rentrée de Raffarin. Pour ou contre la privatisation ? Les employés d'EDF ont du mal à s'y retrouver dans les propos du secrétaire général de la CGT...

Pas plus qu'ils ne l'ont accepté sur le terrain politique, les travailleurs n'accepteront que les organisations syndicales ouvrières soient transformées en courroie de transmission des intérêts du MEDEF, au nom de la modernité et pour " mieux intégrer les évolutions et mutations dans la société " (Thibaut)

La défense des revendications passe donc par la définition claire et précise des vraies revendications : halte à la privatisation d'EDF - GDF et de tous les services publics, maintien intégral du système des retraites par répartition (37,5 annuités public et privé), respect des statuts, abrogation de la loi Aubry dite " des 35 heures "etc.

Sur ce terrain non plus, et pour imposer l'unité syndicale, les travailleurs ne perdront pas pied. Et pour cause, il en va de leur existence.

---

Modifié le vendredi 17 juin 2005

---

## Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

---

### L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

---

### « Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

---

### « Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

---

### Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un

régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

---

#### **Le fond de l'air**

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>

---